

Christian Pierret et Jean-Louis Trancart, Alexandra Monot

30 septembre 2003

Peut-il y avoir une gestion mondiale de l'eau ?

Café de Flore, mardi 30 septembre 2003, Gilles FUMEY greffe ce premier café de la saison 2003-2004 sur le thème du Festival International de Géographie de Saint-Dié qui aura lieu du 2 au 5 octobre, consacré à l'eau. Jean-Louis TRANCART (Directeur Général Adjoint de Suez- Environnement chargé des questions de l'eau, Enseignant à l'Ecole des Ponts et Chaussées), premier arrivé, entame, seul dans un premier temps, le débat jusqu'à l'arrivée de Christian PIERRET (ancien ministre, député-maire de Saint-Dié, fondateur du FIG), qui apporte son point de vue d'élus local sur la question.

Une gestion mondiale de l'eau est-elle vraiment utile ? Le sujet subit depuis une douzaine d'années une médiatisation qui depuis 4 à 5 ans est devenue frénétique. Cet état de fait entraîne une suppression de toute subtilité dans le débat et donne l'impression qu'il n'y a qu'un seul problème de l'eau à l'échelle mondiale, qui appelle, par conséquent, des solutions à l'échelle mondiale. De plus, ces solutions avancées sont toutes radicales, globales et souvent spectaculaires. Mais ceci est trop simpliste, car le problème de l'eau se décline en une multiplicité de problèmes à différentes échelles.

Peut-il y avoir une politique publique de l'eau sachant que l'eau est divisée entre plusieurs secteurs d'activités (industries, agriculture, environnement,...) ? La politique publique de l'eau interfère avec d'autres politiques publiques : elle doit donc être traitée d'une façon interministérielle. Par exemple, le décret d'application de l'article 10 de la loi sur l'eau de 1992, qui définit les autorisations de rejet et des implantations ayant un effet sur l'eau (donc tout ce qui concerne la police des eaux), a été signé par 9 ministres.

Alors, faut-il vraiment créer une structure spéciale mondiale pour l'eau ?

Quels sont les problèmes mondiaux de l'eau ? Tout d'abord il y a les changements climatiques annoncés. Il faut savoir que dans le monde, un quart des cataclysmes et un tiers des coûts de ces cataclysmes sont dus à l'eau : il suffit de se référer au cas du Bangladesh. Pour traiter ces problèmes, le protocole de Kyoto est prêt.

Viennent ensuite les conflits internationaux liés à l'eau. Mais y a-t-il vraiment des guerres de l'eau ? N'y a-t-il pas autant de paix de l'eau ? Et même, de toute façon, il y a déjà une structure internationale qui est chargée de s'en occuper : l'Organisation des Nations Unies. Pourquoi vouloir à tout prix créer autre chose ? Ne faudrait-il pas plutôt convaincre les Organisations déjà existantes de travailler sur le thème de l'eau ?

Puis, on parle du déficit en eau de certaines populations en forte croissance démographique. Là- aussi, il n'y a pas vraiment de problème : le stock mondial de l'eau est constant et largement suffisant avec 7 000 m³ par an et par habitant pour des besoins individuels annuels estimés à 1 700 m³ par habitant auxquels il faut ajouter les consommations de l'industrie et de l'agriculture (1 300 m³/an /habitant). Il faut plutôt considérer les usages de l'eau : la production d'un kilogramme de coton consomme 5 mètres cube d'eau. L'agriculture représente 70% des prélèvements en eau de la planète et 100% des impacts sur l'environnement, car

l'agriculture est une pompe à eau : elle prélève mais ne restitue pas. A l'inverse, l'énergie ne consomme que 3% de l'eau prélevée, le reste est restitué à l'environnement. Il faut se poser la question de la logique mondiale de l'agriculture : est-il nécessaire de produire du blé ou du maïs, deux plantes fortes consommatrices d'eau, dans des régions dépourvues d'eau ? Le riz est bien adapté à l'Asie des Moussons : il demande beaucoup d'eau mais pousse dans une région où l'eau est en abondance. Faut-il aller créer des rizicultures dans le désert sous des prétextes économiques ? Quel type de céréales veut-on favoriser par rapport aux consommations en eau locales ? Quelles zones de cultures veut-on définir à l'échelle planétaire qui soient adaptées à la ressource en eau locale ? La question se pose de la même manière pour les villes : est-il nécessaire d'imposer à tous nos vus hygiénistes ? N'y a-t-il pas un moyen d'apporter le confort sans pour autant en arriver aux extrêmes hygiénistes occidentaux ?

De plus, le manque en eau de certaines régions peut se résoudre par une technologie française de transformation des eaux salées en eau douce, ce qui permettrait d'éviter l'épuisement des nappes fossiles qui alimentent actuellement la plupart des pays du Sahel en Afrique. On oublie souvent que 97% de l'eau à la surface de la Terre sont de l'eau salée. Le problème porte davantage sur la répartition et la qualité de l'eau que sur la quantité. Des pays comme Malte fonctionnent déjà grâce à cette technologie : les usines de dessalement de l'eau de mer y sont nombreuses et fournissent plus de la moitié de l'eau.

Rappelons que la France a une avance technologique dans le domaine de l'eau qui est importante grâce à une histoire particulière. Le corps des Ponts et Chaussée a eu un rôle décisif dans l'émergence d'une compétence française. Au XIXème siècle, ces compétences ont été utilisées par le projet hausmanien du réseau des égouts de Paris, mené par l'ingénieur Belgrand, et qui sont parfaits d'un point de vue des mathématiques hydrauliques. L'avance a été ensuite confortée par le développement de grandes concessions privées qui ont continué d'innover : la Générale des Eaux, la Lyonnaise des Eaux et les banques qui n'ont pas hésité à financer les programmes lourds. Le tout a été relayé par de bonnes écoles d'ingénieurs, notamment à Polytechnique ou aux Ponts et Chaussée, qui considéraient la branche hydraulique de formation comme une branche phare, contrairement aux Américains qui l'ont toujours mal perçue et vers laquelle était orienté le "rebus" des ingénieurs. Enfin, les collectivités locales ont rapidement compris l'intérêt pour elles de l'affermage du réseau d'eau car les compétences et les capacités en jeu les dépassaient, si bien qu'aujourd'hui l'affermage représente 80% de l'eau potable et 50% de l'assainissement en France.

Le problème de l'eau se pose aussi en terme financier : si on crée une nouvelle structure mondiale de gestion pour l'eau, qui la financera ? Au niveau local, comment choisir les programmes liés à l'eau qui seront aidés ? Ou faudra-t-il tous les aider ? Qui couvrira les risques financiers pris par les entreprises qui seront en charge de la réalisation de ces programmes du type réseaux d'adduction ou d'assainissement ? L'endettement pour la réalisation de ces installations est une obligation car ce sont des investissements sur 50 ou 100 ans. Or il est difficile de trouver des banques qui suivent sur les montants élevés de ces dettes et sur une période aussi longue. De plus l'endettement se fait en dollars car il n'y a pas de marché de la dette en monnaies locales, mais si ces monnaies se dévaluent ou se déprécient, la dette devient plus lourde encore. Pourquoi ne pas faciliter et favoriser les marchés financiers dans les monnaies locales ?

En définitive, pour gérer les problèmes de l'eau est-il vraiment utile de spécifier un niveau de gestion, surtout quand on connaît les difficultés de monter une structure supranationale ? Il suffit de regarder la construction européenne pour s'en rendre compte.

Christian PIERRET n'est pas d'accord car l'état actuel de la disponibilité en eau dans le monde impose la question d'une gouvernance mondiale de l'eau, même si les problèmes de l'Amazonie ne sont pas les mêmes que ceux du Mékong. Il faut certes intégrer l'échelon local dans la résolution des problèmes mais il faut penser global.

Les problèmes sont réels : le stress hydrique (c'est-à-dire le manque de bonne eau) touche 400 à 500 millions de personnes, un milliard d'Hommes manquent d'eau potable courante, un milliard d'Hommes manquent de toute forme d'assainissement des eaux usées, traitement indispensable à la lutte contre nombre de maladies, infantiles en particulier. Or ces problèmes s'aggravent avec la croissance des grandes métropoles et avec la croissance démographique. Les modifications climatiques, lentes mais inexorables, menacent des pays entiers d'inondations graves par la hausse du niveau des mers ou à l'inverse menacent de la sécheresse des régions entières. Pour s'attaquer à ces problèmes là, il faut une gestion mondiale de l'eau qui doit être placée dans la dialectique des rapports Nord- Sud.

La résolution locale de certains problèmes peut s'effectuer, mais il y a la nécessité de créer des relations entre les Etats, les Organisations Non- Gouvernementales et les autorités locales pour coordonner les efforts et les perspectives mondiales dans le domaine. Il y a déjà eu accord international, lors du sommet de Johannesburg, pour investir 35 milliards d'Euros supplémentaires aux 90 actuels, par an, d'ici 2015 pour rendre l'eau potable à un milliard de personnes. Il en va de même pour l'assainissement. Mais la question n'est pas résolue pour autant. Il faut une volonté politique ferme pour faire tenir aux Etats ces engagements. Or cette volonté manque, ce qui est intolérable, quand on considère que dans les pays dits du Nord chaque habitant a en moyenne accès à 1 700 m³ par an, alors que dans le même temps un Mauritanien n'a que 190 m³ par an ! Il y a bien une réalité de l'inégale répartition de l'eau sur Terre qui nécessite une solidarité au plan mondial avec comme moteur la volonté ferme de la Triade dans un effort cohérent. Si les engagements sont tenus, si l'effort est maintenu jusqu'à l'horizon 2025, alors le problème de l'eau sera résolu. Mais ce ne sont que des vœux, des souhaits et des espoirs !

Le problème du financement doit être repensé : il ne doit pas reposer sur les Etats, ni sur l'aide actuelle au développement : il s'agit de créer de nouvelles formes de financement qui demandent une impulsion politique et une coordination internationale. Tout le monde le dit, tout le monde le sait, mais l'argent fait toujours défaut !

Le diagnostic est posé. Qu'en est-il de la position des entreprises privées par rapport au financement, sachant que les Etats ne sont plus en mesure de financer ? Ne faut-il compter que sur l'aide humanitaire et sur la société civile ? Prenons l'exemple du chiffre d'affaire annuel de Suez -Environnement qui est de 12 milliards d'Euros, la branche eau représente 6 milliards d'Euros. La capacité réelle d'investissement est d'un milliard d'Euros par an. Or, les besoins à l'échelle mondiale s'élèvent à 70 milliards d'Euros par an. L'argent privé ne peut donc répondre qu'à quelques % du problème. Les grandes compagnies des eaux qui ne sont que 4 ou 5 dans le monde (Véolia l'ancienne Vivendi, Suez environnement, la SAUR de Bouygues, RWE racheté par Times Water et American Water) se partagent le marché mondial de l'eau. Mais c'est un marché difficile car les risques financiers sont importants. Ces compagnies sont aussi confrontées sur le terrain aux entreprises locales avec lesquelles elles

ont obligation de monter des partenariats car le marché de l'eau est un marché xénophobe : l'eau est considérée comme une ressource nationale et les compagnies étrangères sont mal vues, même si elles sont nécessaires au niveau technologique et financier. Suez environnement représente, par exemple, 3 à 5% de la production mondiale de l'eau et fournit 125 millions d'habitants à travers le monde. Pour connecter au réseau d'eau et d'assainissement une maison il faut compter 500 à 1000 \$ d'investissement. Or cette somme représente souvent l'argent annuel d'une famille dans les pays pauvres ou dans les bidonvilles. 90% des dépenses d'installation d'un réseau sont liées aux tuyaux ! Il faut alors trouver des investissements internationaux pour payer ces connexions. Quelles solutions peuvent être trouvées : faire payer les plus riches des pays qui sont déjà connectés ? c'est déjà fait par le biais de l'impôt. De plus, il faut entretenir le réseau. Et si il n'y a pas d'argent dégagé pour cet entretien, le réseau est abandonné et il faut le refaire intégralement ce qui coûte encore plus cher que l'entretien. Quant au financement par les individus des pays du Nord, cela supposerait de créer une taxe de solidarité sur l'eau. Or quand on voit déjà les réactions aux hausses du prix de l'eau, on peut douter de l'acceptation d'une surtaxe pour l'aide internationale, même si c'est sans doute une bonne solution : un complément modeste de 1% apporterait une traduction concrète aux engagements pris. On pourrait imaginer la création d'une contribution obligatoire et universelle pour un fonds géré mondialement. Mais à travers le monde, l'idée est généralement répandue que l'eau est un bien nécessaire et qu'il doit être gratuit. Le consommateur, surtout dans les pays développés qui ne manquent pas d'eau, n'admet pas qu'il y a beaucoup de valeur ajoutée sur l'eau car il ne voit pas tout ce qui est en amont de l'eau qui coule au robinet. Si l'eau n'a pas de prix, elle a un coût que beaucoup ne veulent pas prendre en compte.

En fait, ce qu'il faut avoir à l'esprit c'est qu'on demande à des pays comme le Bangladesh de créer et donc de financer 100% d'un réseau d'eau (adduction et assainissement) en 25 ans alors que dans un pays comme la France, il a fallu 100 ans entre le lancement du débat, par Victor Hugo entre autres, et l'achèvement du réseau d'assainissement. Et encore, on oublie de dire que la France a profité du financement du plan Marshall après la Seconde Guerre Mondiale pour achever son réseau.

En conclusion, sur le thème de l'eau, la place de la géographie est essentielle car elle est nécessaire dans les décisions politiques quotidiennes comme une science de synthèse de la vie des Hommes sur leur territoire et qui fait autant appel à des sciences plus dures comme la géologie ou les mathématiques qu'à l'ethnologie, l'histoire ou la climatologie. Le rapport de l'action de l'homme à son territoire est fondamental pour régler les problèmes socio-économico-politiques. La géographie permet alors de mieux percevoir le monde pour mieux définir les problèmes pour mieux les résoudre. La géographie appliquée donne un éclairage à la décision et est utile à l'action. C'est pour cette raison que traiter de l'eau au Festival International de Géographie de Saint-Dié est d'importance car régler le problème de l'eau à l'échelle mondiale requiert une formidable mobilisation de l'opinion publique mondiale. Tous nos concitoyens doivent être aidés à "penser monde, agir local", ce qui est la meilleure devise d'une mondialisation plus solidaire.

compte rendu : Alexandra Monot